



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAZECHIM

13 à 19 rue Denis Papin
ZI de Mitry-Compans
77290 Mitry-Mory

Références : E/25- 2049
Numéro HELIOS : 62579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement GAZECHIM implanté 13-21 Rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. L'inspection a été annoncée le 02/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZECHIM
- 13-21 Rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501826
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GAZECHIM dont le siège social est situé à BEZIERS exploite à MITRY-MORY des installations de stockage et de conditionnement de gaz liquéfiés toxiques et corrosifs (chlore, ammoniac et anhydride sulfureux).

L'établissement GAZECHIM de Mitry-Mory est implanté dans la zone industrielle de Mitry-Compans, à 20 km au Nord-est de Paris et à 3 km au Sud-est de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle. La zone industrielle se situe à l'est de Mitry-Mory, le long de la route départementale D9, en direction de Compans.

L'autorisation d'exploitation initiale a été accordée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1974 et l'exploitation a débuté le 8 avril 1976. L'installation de la société sur la zone industrielle de Mitry-Compans fait suite à une proposition de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR).

Le site est implanté sur une « plateforme d'une superficie de 32 657 m² commune à trois sociétés :

- GAZECHIM dit « GTC » (conditionnement et stockage de Gaz liquéfiés Toxiques et Corrosifs) ;
- UNIVAR dont les activités sont le conditionnement et le stockage de produits et spécialités chimiques,
- GAZECHIM Froid dont les activités sont le conditionnement et le stockage de fluides frigorigènes.

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation [A] au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour six rubriques, dont une avec franchissement direct du seuil Seveso haut.

Les activités de l'établissement sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD 1 IC 178 du 21 juin 2007 (modifié).

L'établissement fait par ailleurs l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté n°15/DCSE/IC/069 du 19 août 2015.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesures complémentaires relatives à la création de nouvelles zones de stock	Arrêté Préfectoral du 29/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
4	Mesures complémentaires relatives au traitement d'ammoniac usagé	Arrêté Préfectoral du 29/11/2017, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositions complémentaires	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 10.3	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	concernant les récipients mobiles			
11	Études technico-économiques (ETE)	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 13.2	Demande d'action corrective	3 mois
12	Dispositions complémentaires concernant les livraisons de NH ₃ et SO ₂	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 13.4	Demande d'action corrective	3 mois
16	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.7.7.2	Demande d'action corrective	3 mois
18	Infrastructures et installations	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.3.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
19	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu	AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
20	Réexamen quinquennal des études de dangers des ICPE statut SSH	Avis ministériel du 08/02/2017	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Code de l'environnement, article R.512-69	Sans objet
2	Mesures complémentaires relatives au dépotage de l'ammoniac par compression	Arrêté Préfectoral du 29/11/2017, article 5	Sans objet
5	Report des informations	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	relatives à la détection gaz		
7	Dispositions complémentaires concernant les récepteurs mobiles	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 10.4	Sans objet
8	Dispositions complémentaires concernant les livraisons de NH ₃ et SO ₂	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 11.2	Sans objet
9	Études technico-économiques (ETE)	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 13.1	Sans objet
10	Études technico-économiques (ETE)	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 13.3	Sans objet
13	Canalisations - Tuyauteries - Pomperie	AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.3.3	Sans objet
14	Récepteurs fixes - Récepteurs utilisés à poste fixe - Cuve de secours - Récepteurs mobiles	AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.4.4.1	Sans objet
15	Exploitation	AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.7.2	Sans objet
17	Confinement des installations	AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection avait pour objet de :

- vérifier la mise en œuvre de certaines prescriptions figurant dans les arrêtés préfectoraux concernant l'établissement GAZECHIM de Mitry-Mory qui ont été pris postérieurement à l'instruction de l'étude de dangers transmise par l'exploitant en 2017 ;
- solder les écarts non levés constatés lors des inspections réalisées sur la période 2017 à mi-2022 et traités par ailleurs dans la notice de réexamen de l'étude de dangers transmise le 18 janvier 2023.

L'Inspection a relevé 6 écarts concernant des prescriptions partiellement mises en œuvre figurant dans les arrêtés préfectoraux qui ont été pris postérieurement à l'instruction de l'étude de dangers transmise par l'exploitant en 2017. L'Inspection a également soldé 6 écarts et en a maintenu 5 autres concernant des inspections réalisées sur la période de 2017 à mi-2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Depuis la transmission de la dernière version de l'étude de dangers en 2017, la réglementation des sites pour lesquels la présence de substances dangereuses dans des quantités telles qu'elles sont susceptibles d'entraîner un événement majeur a évolué. À ce titre, dans la notice de réexamen de son étude de dangers transmise le 18 janvier 2023, l'exploitant se positionne sur l'évolution de cette réglementation. En particulier, la publication du décret n°2020-1168 du 24 septembre 2020 modifie entre autres l'article R.512-69 du Code de l'environnement. Cette présente fiche de constat a pour objet de vérifier le respect de ces nouvelles prescriptions. Ainsi, la procédure "Gestion du retour d'expérience" présentée lors de l'inspection définit les modalités d'analyse d'un événement puis de la transmission d'un rapport à l'inspection des installations classées (IIC) en cas d'accident. L'envoi à l'IIC dépend du niveau de probabilité et de gravité de l'événement. Ce rapport d'incident est transmis sous 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures complémentaires relatives au dépotage de l'ammoniac par compression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Présence de détecteur de secours
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures complémentaires relatives à la création de nouvelles zones de stock

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place de détecteur
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : <u>Suite n°20240227-1 :</u> [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesures complémentaires relatives au traitement d'ammoniac usagé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2017, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place de détecteur
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : <u>Suite n°20240227-2 :</u> [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Report des informations relatives à la détection gaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2021, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Report des informations relatives à la détection gaz
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions complémentaires concernant les réipients mobiles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2021, article 10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions complémentaires concernant la détection autour des stockages
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : <u>Suite n°20240227-3 :</u> [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositions complémentaires concernant les réipients mobiles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2021, article 10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions complémentaires concernant les sas de sécurité de réipients
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions complémentaires concernant les livraisons de NH3 et SO2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2021, article 11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions complémentaires concernant les conditions de dépotage de NH3
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Études technico-économiques (ETE)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2021, article 13.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, ETE relative à la probabilité des scénarios de fuite sur les robinets des c
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Études technico-économiques (ETE)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2021, article 13.3
Thème(s) : Risques accidentels, ETE relative aux conditions de transfert du Cl ₂ vers la cuve de sécurité
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Études technico-économiques (ETE)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2021, article 13.2
Thème(s) : Risques accidentels, ETE relative au SAS de sécurité Cl ₂
Prescription contrôlée : [cf. Partie confidentielle]
Constats : <u>Suite n°20240227-4 :</u> [cf. Partie confidentielle]
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Dispositions complémentaires concernant les livraisons de NH₃ et SO₂

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2021, article 13.4
Thème(s) : Risques accidentels, ETE relative au confinement du PCex et du poste de garde
Prescription contrôlée :

[cf. Partie confidentielle]

Constats :

Suite n°20240227-5 : [cf. Partie confidentielle]

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Canalisations - Tuyauteries - Pomperie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et suivi en service

Prescription contrôlée :

Les tuyauteries, canalisations, pomperies contenant des gaz toxiques et leurs équipements de sécurité font l'objet d'un programme de suivi, de surveillance et de maintenance. L'exploitant dispose d'une procédure de mise en sécurité des canalisations de l'ensemble des installations avant intervention en phase de maintenance.

[...]

Les flexibles font l'objet d'une procédure de suivi prévoyant et justifiant notamment leur ré-épreuve et la fréquence de remplacement. À cet effet, la date de mise en service devra figurer, de façon apparente, sur la bride du flexible.

Les organes de raccordement sont régulièrement entretenus pour garantir une parfaite étanchéité avec le réservoir lors de son emplissage. Les joints d'étanchéité sont régulièrement remplacés.

L'étanchéité des canalisations est vérifiée selon une procédure prédéfinie. Le résultat de ce contrôle fait l'objet d'un rapport écrit. Il est remédié sans délai à toute perte d'étanchéité, notamment au niveau des joints.

Constats :

Écarts relevés lors de l'inspection du 31/05/2018 :

Non-Conformité n° 1 : L'exploitant n'a pas mis en place de façon apparente, sur la bride du flexible, sa date de mise en service, comme prévu par l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2012/DRIEE/UT77/039 du 01 mars 2012.

Écarts relevés lors de l'inspection du 26/11/2020 :

Observation 2 : Un numéro de flexible n'est pas renseigné.

Constats de l'inspection du 27 février 2024 :

D'après la notice de réexamen de l'EDD, la mise en conformité a été réalisée en 2019. En salle, l'exploitant explique que pour des raisons de durabilité dans le temps des affiches mentionnant les dates de mise en service des flexibles, celles-ci sont apposées sur les bascules de conditionnement. Des travaux d'amélioration de la traçabilité dans la GMAO sont en cours. L'Inspection a constaté que les dates de remplacement des flexibles figuraient dans la GMAO. Concernant le numéro du flexible manquant, ce dernier a été rajouté. L'exploitant explique que les flexibles sont vérifiés régulièrement par les opérateurs et changés à fréquence régulière (3 ans pour le Cl₂ et 2 ans pour le NH₃ et SO₂).

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 31/05/2018 et l'observation n°2 de l'inspection du 26/11/2020 sont soldées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Récipients fixes - Récipients utilisés à poste fixe - Cuve de secours – Récipients mobiles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.4.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection de niveau (réservoirs fixes)

Prescription contrôlée :

Chaque réservoir utilisé en exploitation est équipé d'un dispositif de mesure de niveau en continu, avec seuil d'alarme, dont les informations sont reportées à distance. Le franchissement du seuil « niveau haut » déclenche au moins une alarme sonore et visuelle locale et le dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement visé au chapitre 8.9.

Chaque réservoir est équipé en outre d'un autre dispositif de détection de niveau de sécurité haut, autocontrôlé et à sécurité positive, dont le mode d'acquisition et le traitement est indépendant du dispositif de mesure de niveau. Le franchissement de ce seuil de sécurité haut déclenche le dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement visé au paragraphe 8.9.

Constats :

Écart relevé lors de l'inspection du 31/05/2018 :

Non-Conformité n° 2 : La mesure de niveau du réservoir de SO₂ n'est pas reportée à distance, contrairement à ce qui est prévu à l'article 8.4.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2012/DRIEE/UT77/039 du 01 mars 2012.

Constats de l'inspection du 27 février 2024 :

La mesure de niveau du réservoir est accessible à distance depuis le poste de contrôle.

→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 31/05/2018 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditionnement des bouteilles et des cylindres

Prescription contrôlée :

Le remplissage des récipients se fait dans un atelier spécifique et confiné tel que prévu au paragraphe 8.6.

Toutes dispositions sont prises pour empêcher un mélange avec des produits incompatibles, un suremplissage ou une mise en pression accidentelle des réservoirs, des citernes ou des emballages (conteneurs, bouteilles, etc ...).

En particulier, les gaz inertes pouvant être contenus dans les ciels gazeux des récipients neufs ou sortis d'entretien (si démontage de la robinetterie) sont purgés pour éviter les surpressions éventuelles dans les stockages.

Les opérations de remplissage font l'objet d'une procédure écrite.

Les installations d'emplissage sont largement ventilées. Des bouches d'aspiration spécifiques sont installées à proximité des zones les plus proches de fuite de gaz.

Afin d'éviter le surremplissage, les récipients font l'objet d'une double pesée pour les cylindres et d'une simple pesée complétée par un contrôle statistique pour les bouteilles. De plus, les opérations de remplissage se font sous surveillance visuelle continue d'un opérateur. L'opérateur doit rester à proximité de son poste de travail pendant toute la durée des opérations de chargement.

Les emplacements réservés aux opérations de conditionnement sont maintenus libres et dégagés de tout stockage et entreposage divers tels que conteneurs, bouteilles, emballages...

Les opérations d'emplissage de réservoirs mobiles (et de vidange éventuellement) ne peuvent avoir lieu que sur des installations fixes de l'établissement spécialement aménagées à cet effet.

Les cycles successifs de remplissage et vidange de conteneurs et bouteilles de chlore ne doivent pas avoir pour conséquence d'augmenter la teneur interne en trichlorure d'azote au-delà de 20 ppm. Cette teneur est contrôlée suivant une procédure écrite qui tient compte de la rotation des bouteilles et de la qualité du chlore utilisé.

Une liaison équipotentielle est assurée entre les réservoirs et les installations fixes de remplissage, elles-mêmes mises à la terre, pendant toute la durée des opérations de chargement.

L'alimentation en gaz des ateliers d'emplissage est équipée de vannes d'isolement faisant partie intégrante du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement des installations.

Constats :

Écart relevé lors de l'inspection du 31/05/2018 :

Non-Conformité n° 3 : La procédure de conditionnement des récipients de GTC ne prévoit pas une double pesée pour tous les cylindres de SO₂ et de NH₃, ce qui ne permet pas de s'assurer que cette double pesée soit systématiquement réalisée, comme demandé par l'article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral n°2012/DRIEE/UT77/039 du 01 mars 2012.

Constats de l'inspection du 27 février 2024 :

La fiche de conditionnement des cylindres a été mise à jour et un courrier de l'exploitant a été envoyé à l'inspection le 30/10/2019. Pour les 3 gaz, après le remplissage d'un cylindre, une deuxième pesée doit être systématiquement effectuée. Elle est mise en œuvre par le même opérateur. Depuis cette réponse, le formulaire a encore été amélioré avec une double pesée sur une bascule différente.

→ La non-conformité n°3 de l'inspection du 31/05/2018 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Organisation des Secours

Prescription contrôlée :

[...]

Des exercices permettant de tester le POI sont réalisés à des intervalles ne dépassant pas un an. Ces exercices sont périodiquement réalisés en liaison avec les services d'incendie et de secours. L'Inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu ainsi que l'avis éventuel des services d'incendie et de secours sont adressés à

l'inspection, accompagnés si nécessaire d'un plan d'actions.

Constats :

Écarts relevés lors de l'inspection du 16/04/2019 :

Remarque n°1 : non fonctionnement des talkies walkies - Contrôler l'ensemble du parc des TW

Remarque n°2 : sas de confinement des bouteilles NH₃ encombré au moment de l'exercice et porte difficilement manœuvrable

Remarque n°3 : ancienne version du POI (2017) dans local gardien - Fournir la dernière mise à jour du POI aux agents de sécurité

Remarque n°4 : non report des informations relatives au fonctionnement des installations et à leur mise en sécurité au PC exploitant et au local gardien.

Constats de l'inspection du 27 février 2024 :

Dans la notice de réexamen, il est indiqué que l'ensemble des remarques ont été traitées.

Les talkies-walkies font l'objet d'un test de bon fonctionnement à chaque exercice POI. Par ailleurs, la batterie est chargée tous les mois. L'exploitant indique que les talkies-walkies sont en train d'être changés pour basculer vers un autre système communicant notamment au niveau des masques.

→ La remarque n°1 de l'inspection du 16/04/2019 est soldée.

Concernant le SAS de confinement des bouteilles NH₃, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que ce dernier est toujours non encombré. L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité du sas de confinement des bouteilles de NH₃ à tout moment.

→ La remarque n°2 de l'inspection du 16/04/2019 est maintenue.

La version papier du POI disponible au poste de garde datait de 2020 alors que la dernière version en vigueur est de juin 2023. En fin d'inspection, l'exploitant a déposé un exemplaire papier de cette nouvelle version au poste de garde.

Les check-lists affichées au mur de la salle de contrôle sont issues du POI de 2022.

→ La remarque n°3 de l'inspection du 16/04/2019 est maintenue.

L'inspection constate le report d'information dans le PCex suite aux travaux de délocalisation. Cependant l'inspection n'a pas constaté si le report d'information avait été réalisé au niveau du poste de garde.

→ La remarque n°4 de l'inspection du 16/04/2019 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Confinement des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2012, article 8.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Neutralisation

Prescription contrôlée :

Les installations de chlore disposent de deux tours de neutralisation. Une première dite de secours n'est pas maintenue en fonctionnement lors de l'exploitation afin d'éviter la carbonatation du réactif (soude) et ne sert que lors des situations accidentelles. La seconde dite de process est maintenue en fonctionnement lors de l'exploitation et sert également à la neutralisation dans les premiers instants lors des situations accidentelles pendant la montée en puissance de la première. Le dispositif est configuré de tel façon qu'à tout instant d'une situation accidentelle, le chlore émis dans l'enceinte de confinement soit correctement aspiré et neutralisé.

Pour tous les gaz, le mode de veille de l'installation de neutralisation permet un démarrage et une stabilisation à plein rendement suffisamment rapide pour garantir les objectifs du présent arrêté.

Les enceintes de confinement et la neutralisation sont conçues et réalisées pour assurer le confinement sans fuite susceptible d'entraîner, après neutralisation et avant rejet à l'atmosphère, des concentrations de gaz toxiques supérieures aux seuils suivants :

Cl ₂	15 mg/m ³ (soit 5 ppm)
NH ₃	50 mg/m ³ (soit 69 ppm)
SO ₂	300 mg/m ³ (soit 120 ppm)

Sans préjudice des dispositions de 2ème alinéa du 8.6, les tours installées avant la notification du présent arrêté respectent les valeurs ci-avant dans leur gamme nominale et initiale de dimensionnement. Hors de ces gammes, l'apport de concentration de gaz toxique par le stockage et par les équipements associés dans le confinement ne doit pas conduire à dépasser les valeurs ci-avant à hauteur d'homme dans la zone d'influence maximale du rejet à l'extérieur du site pour des conditions météorologiques défavorables (vent 3 m/s et classes E et F du modèle de Pasquill correspondant aux conditions défavorables du modèle CEA/Doury).

L'installation de lavage des gaz est dimensionnée pour absorber l'accident de référence jusqu'à l'assainissement complet du bâtiment de confinement.

Un détecteur de gaz est situé sur la cheminée d'évacuation des vapeurs traitées afin de déceler tout dysfonctionnement du dispositif de neutralisation. Le dépassement des seuils indiqué ci avant entraîne une alarme sonore et visuelle localement, au bureau d'exploitation et au local gardien. La mesure du détecteur est reportée en continu au poste de contrôle ou équivalent.

L'ensemble de lavage est installé au-dessus d'une cuvette de rétention.

Pour le chlore, l'installation de lavage est équipée d'un système de neutralisation à la soude d'un titre n'excédant pas 20 %.

Les installations de lavage disposent d'une réserve de réactif immédiatement disponible et capable de neutraliser les rejets visés au 1er alinéa du 8.6.1.

L'exploitant veille à conserver des teneurs en produit neutralisant élevées pour permettre de maintenir une vitesse d'absorption suffisante et éviter tout dégagement de gaz non neutralisé.

Ces solutions de neutralisation sont régulièrement analysées et maintenues à une concentration supérieure à 85 % de son titre initial, tout en permettant d'assurer la neutralisation dans les conditions visées dans le présent titre. Ces analyses, le maintien dans la plage acceptable de concentration et la quantité de réactif font l'objet d'un suivi écrit et de consignes déterminant la nature et la fréquence des actions à réaliser. En particulier, l'activité de la solution de neutralisation est contrôlée par des mesures régulières du potentiel redox ou du pH, ou par titration, ou par conductivité, le cas échéant.

En toute circonstance, le site dépose de réserves suffisantes permettant de neutraliser les émissions accidentelles susceptibles de se produire sur le site et dispose des conditionnements et de l'organisation permettant de ne pas avoir de perte de continuité dans la neutralisation. L'exploitant doit pouvoir justifier les quantités présentes sur le site.

L'épuisement chimique du réactif d'absorption est contrôlé pendant le fonctionnement des tours. La concentration du réactif est surveillée en continu en cours d'utilisation selon des paramètres que l'exploitant détermine préalablement. En cas de dérive du titre de la solution, une alarme sonore et visuelle se déclenche.

Un capteur de température détecte toute augmentation de température pour s'assurer que la réaction de neutralisation se fait correctement et en totalité.

La solution de lavage est hors gel dans les conditions météorologiques extrêmes.

Les installations de lavage sont conçues pour éviter l'engorgement et le bouchage.

Les installations de lavage doivent fonctionner en dessous de sa température maximale de service en toute circonstance d'utilisation, et en particulier dans des conditions climatiques extrêmes, à pleine capacité de neutralisation. Il est équipé d'alarme haute de température.

L'alimentation électrique des installations d'extraction et de neutralisation est secourue de façon à permettre en toute circonstance le fonctionnement des équipements de sécurité.

La circulation de la solution de neutralisation est assurée par une pompe redondante et secourue électriquement. La défaillance d'une pompe entraîne le démarrage automatique de la seconde.

L'installation de neutralisation est au minimum commandable à partir du poste de contrôle ou équivalent, où son régime de fonctionnement est reporté. Ce poste se situe à l'extérieur du bâtiment de confinement.

En particulier, ce poste de contrôle affiche les paramètres importants de fonctionnement de la tour (conductivité ou pH de la solution, température, débit de la pompe, débit d'extraction, concentration en rejet, ...) permettant à l'opérateur d'agir le cas échéant.

Les échanges thermiques font l'objet d'un suivi renforcé et de procédures spécifiques.

L'exploitant doit assurer l'élimination du sous-produit formé.

Constats :

Écarts relevés lors de l'inspection du 26/11/2020 :

Observation 1 : Les rapports de contrôle des boucles de sécurité ne permettent pas de s'assurer que l'ensemble des éléments concernés sont vérifiés.

Constats de l'inspection du 27 février 2024 :

Dans la notice de réexamen, l'action est indiquée en cours (prévue en 2022). Un modèle de rapport d'intervention des instrumentations a été créé. Le contrôle des asservissements a notamment été ajouté aux vérifications.

→ L'observation n°1 de l'inspection du 26/11/2020 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 7.3.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès

Prescription contrôlée :

Toutes personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Constats :

→ L'observation n°4 de l'inspection du 26/11/2020 est maintenue [cf. Partie confidentielle].

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2007, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Raccordement aux installations de traitement

Prescription contrôlée :

[...]

Ce raccordement aux installations de traitement (ou de pré-traitement) du partenaire ne peut-être maintenu que si il fait l'objet d'une convention passée avec ce dernier.

[...]

Constats :

Écarts relevés lors de l'inspection du 26/11/2020 :

Observation 3 : La convention relative à l'utilisation des réseaux d'eau d'UNIVAR doit être mise à jour.

Constats de l'inspection du 27 février 2024 :

Dans la notice de réexamen, l'action est indiquée en cours (prévue en 2022). En salle, l'exploitant explique que la convention UNIVAR/Gazechim de rejet n'a pas été mise à jour.

→ L'observation n°3 de l'inspection du 26/11/2020 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Réexamen quinquennal des études de dangers des ICPE statut SSH

Référence réglementaire : Avis du 08/02/2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des ICPE de statut Seveso seuil haut

Thème(s) : Risques accidentels, Avis du 08/02/2017

Prescription contrôlée :

[...]

Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques. Plus précisément, l'exploitant passe en revue:

[...]

6. Le retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles pour les équipements qui y sont soumis.

[...]

Constats :

La dernière révision du PMII est en cours de finalisation. Une version de février 2023 a été présentée en séance avec des modifications qui concernent :

- le remplacement des automates,
- le remplacement des tuyauteries NH_3/SO_2 ,
- le remplacement du matériel MMRI,
- la modification des références des procédures,
- les dates de contrôle des ESP,
- le remplacement d'un déshuileur, ainsi que des équipements ESP.

En outre, l'exploitant indique qu'un nouveau responsable maintenance doit arriver le 1er juillet 2024. L'exploitant prévoit la finalisation de la nouvelle version du PMII pour le 30/09/2024.

Suite n°20240227-6 : L'exploitant transmettra la dernière révision du PMII une fois celle-ci finalisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois